



**Conférence
des Nations Unies
sur le commerce
et le développement**

Distr.
LIMITÉE

TD/B/55/L.2/Add.1
24 septembre 2008

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

CONSEIL DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT
Cinquante-cinquième session
Genève, 15-26 septembre 2008

**PROJET DE RAPPORT DU CONSEIL DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT
SUR SA CINQUANTE-CINQUIÈME SESSION**

tenue au Palais des Nations, à Genève,
du 15 au 26 septembre 2008

Rapporteuse: M^{me} Andriani Falkonaki-Sotiropoulos (Grèce)

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
II. RÉSUMÉ DU PRÉSIDENT	2
Rencontre avec la société civile	2

II. RÉSUMÉ DU PRÉSIDENT

Rencontre avec la société civile

1. La crise alimentaire globale: remédier à une faille du système dans la stratégie de développement

1. Les participants ont estimé que la crise alimentaire représentait une situation d'urgence humanitaire qui menaçait de retarder encore la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et sont tombés d'accord sur la nécessité d'y trouver des solutions durables à long terme. La crise alimentaire avait été récemment aggravée par la hausse des prix des produits de base et les turbulences mondiales avaient donné lieu à des mouvements spéculatifs sur les denrées alimentaires. Par ailleurs, la flambée des prix du pétrole avait renchéri les coûts de production des produits de base et accéléré le recours à d'autres sources d'énergie qui étaient fortement tributaires de ces produits. Certains participants étaient d'avis que la crise alimentaire reflétait l'échec des politiques de développement, la meilleure illustration en étant le fait que la productivité agricole avait diminué dans une grande partie de l'Afrique depuis cinquante ans. Les participants ont jugé que la crise avait d'autres causes telles que la libéralisation poussée des marchés, l'accès insuffisant des petits exploitants agricoles aux marchés mondiaux et les distorsions provoquées par les subventions versées dans les pays développés. La part de l'APD allouée à l'agriculture et le volume des investissements réalisés dans les capacités productives des pays en développement étaient très faibles. En outre, certaines orientations avaient abouti à une situation où des pays en développement produisaient ce qu'ils ne consommaient pas et consommaient ce qu'ils ne produisaient pas. Il a été fait observer que les changements climatiques, qui avaient un impact structurel sur les pays en développement, étaient une autre cause de la crise.

2. La résolution de la crise alimentaire passait par un partenariat élargi et une action coordonnée. À cet égard, l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire créée par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies avait formulé un ensemble complet de recommandations – dans son rapport de juillet 2008 sur un cadre d'action global – qui devraient être mises en œuvre. Les participants ont appelé les donateurs à financer des programmes de développement agricole. Au niveau national, le développement des capacités

productives dans le secteur agricole était jugé essentiel pour garantir la sécurité alimentaire à long terme, afin d'éviter d'être tributaire des importations de denrées alimentaires. La priorité devrait être accordée aux politiques endogènes et à la production locale dans le cadre des efforts déployés par les pays en développement pour reconstruire leur secteur agricole. Les politiques publiques devraient faire une plus grande place au développement de petites unités de production au détriment des agro-industries. Parmi les autres propositions formulées pour parvenir à un développement durable du secteur agricole figuraient la promotion de la recherche et la diffusion de technologies et de savoir-faire – en tirant parti des technologies de l'information et de la communication et des cours de formation –, l'accroissement de la coopération Sud-Sud et l'échange de données d'expérience. Conscients du rôle des femmes dans le processus de développement, certains participants ont demandé que celles-ci bénéficient de possibilités accrues de contribuer à la reconstruction du secteur agricole.

3. Plusieurs participants ont appelé la CNUCED, en tant qu'organe apportant une aide aux pays en développement dans le domaine du commerce et du développement, à donner des conseils visant à renforcer les capacités productives et à accroître la productivité agricole, notamment grâce à des programmes d'aide au commerce. En outre, la CNUCED devrait nouer une coopération plus étroite avec les organisations de la société civile en vue de remédier à la crise alimentaire. Les participants ont aussi demandé à la CNUCED d'inciter à une réduction des subventions agricoles dans les pays développés afin de garantir une concurrence loyale au niveau mondial.

2. La crise financière mondiale et ses répercussions sur le développement durable

4. Plusieurs participants ont souligné que la crise financière actuelle était la plus grave des trente dernières années, et que ses répercussions sur la sphère financière et l'économie réelle étaient mondiales en raison de l'interdépendance. Les efforts déployés pour parvenir à un développement durable étaient fortement pénalisés car la fonction du secteur financier était de financer l'investissement, et le ralentissement de l'activité économique avait des effets sur les revenus et l'emploi. En outre, dans certains cas, l'argent public servait à éponger les pertes de sociétés financières privées.

5. La spéculation et l'inadéquation des réglementations, qui étaient permises en vertu des principes de l'économie de marché, étaient considérées comme les principaux moteurs de la crise. Les réglementations pourraient aider à réduire l'impact social de la crise financière en garantissant le respect de critères éthiques et humains. Certains organismes de notation avaient aussi contribué à la crise, comme l'illustre la faillite d'une grande société financière qui était relativement bien notée. De nombreux participants ont proposé une solution multilatérale à la crise, qui passerait notamment par la création d'un organe mondial chargé de réglementer les marchés financiers en général et les activités des fonds spéculatifs en particulier. Au niveau national, les gouvernements devaient prendre des mesures pour prévenir les risques liés à la nature spéculative du marché financier. Un encadrement réglementaire de ce marché était nécessaire afin d'éviter que certaines sociétés ne bénéficient d'interventions entachées de partialité.

6. La CNUCED avait démontré, par ses mises en garde au sujet des crises récentes, que sa réflexion avait un temps d'avance et qu'elle était objective. Les participants ont demandé que les stratégies préconisées dans le *Rapport sur le commerce et le développement*, dans les notes d'orientation et dans d'autres publications de la CNUCED soient traduites en solutions pratiques et soient intégrées dans les politiques internationales, régionales et nationales. La société civile a été encouragée à formuler des observations sur les travaux de la CNUCED et à recenser les domaines dans lesquels celle-ci devrait être présente. Il a été proposé que la CNUCED se livre à une analyse des organismes de notation et évalue leur rôle dans l'évolution des marchés financiers. Plusieurs participants ont appelé la CNUCED à soutenir les initiatives visant à mettre en place une gouvernance financière au niveau mondial. Certains participants ont demandé à la CNUCED de contribuer activement à la tenue d'une conférence internationale chargée d'examiner l'architecture financière et monétaire internationale et les structures de gouvernance économique mondiales. Une telle conférence permettrait ainsi à la CNUCED d'évaluer l'impact des crises financières sur les pays en développement et de proposer des stratégies d'atténuation.
